

Grâce à Odile Mangeot et à Gérard Deneux des Amis de l'Émancipation Sociale, une rencontre dont le principe avait été arrêté depuis six mois entre *Carré Rouge*, *A Contre Courant* et les Amis de l'Émancipation Sociale a pu finalement se dérouler à Nancy le 5 juin dans les locaux de la CNT, que nous remercions chaleureusement de son accueil. Des militants du Rézo-antiK de Nancy ont accepté l'invitation tardive qui leur a été faite d'y participer. Gérard Deneux a pris sur son temps militant pour faire le compte rendu suivant. Nous l'en remercions tous.

Compte rendu de la rencontre de Nancy le 5 juin 2005, entre *Carré Rouge*, *A Contre Courant* et Les Amis de l'Émancipation Sociale

Cette rencontre s'est déroulée en deux temps. Le premier a consisté à analyser ensemble la situation politique au lendemain du référendum, le second a eu pour objet de voir la manière d'engager en commun, sous l'égide démocratique de *Carré Rouge*, un travail de réflexion et de reformulation théorique à la hauteur des enjeux actuels.

I. UN RÉSUMÉ DE L'ÉCHANGE POLITIQUE SUR LA VICTOIRE DU NON

Le résultat du référendum, la victoire du NON au projet de Traité constitutionnel européen a révélé et va accroître **la crise politique** qui est ap-

parue le 21 avril 2002. Les partis de Gouvernement, de Droite comme de Gauche, les élites, qu'elles soient médiatiques ou technocratiques, ont subi un large désaveu remettant en cause les politiques libérales suivies depuis une vingtaine d'années. Malgré leur surdité, elles auront de plus en plus de difficultés à gouverner comme avant. Quant à « ceux d'en bas », ils refusent d'être gouvernés comme avant, tout en ne possédant pas de solution alternative à faire prévaloir. Dans des conditions difficiles, sans véritables moyens face au rouleau compresseur des partisans du OUI qui disposaient de pratiquement tous les relais médiatiques, un NON de Gauche, populaire s'est affirmé, reléguant les prétentions de l'extrême Droite à un rôle subalterne. Ce NON

de Gauche est le résultat de la conjonction de luttes sociales d'ampleur qui ont connu des échecs successifs (retraites, sécurité sociale, enseignants et lycéens) et du travail d'explication fourni par toutes les forces antilibérales (Attac, Copernic...) qui se sont coalisées dans plus de 900 comités locaux. Un processus de **re-politisation** d'une couche assez large qui dépasse les militants de diverses organisations s'est enclenché. Cette forme d'expression politique, en dehors des appareils, incluant des arguments antilibéraux et anticapitalistes, rouvre le débat sur la démocratie réelle, celle des enjeux de société et de la rupture avec le système dominant.

Tout en valorisant cette expérience en cours, il convient d'en saisir les limites afin de lui donner consistance en termes de contenu et de prise de conscience.

Cette mobilisation a abouti dans ses résultats immédiats, et le vote NON majoritaire est un **immense soulagement** provoqué par l'assurance que lorsqu'on le veut, l'on peut défaire le camp des dominants et faire sauter du même coup le carcan libéral dans lequel ils voulaient enfermer durablement le peuple. Toutefois, ce vote NON est aussi le révélateur d'une très grande inquiétude. La partie III du traité constitutionnel demeure, elle n'est que la quintessence des traités existants dont la mise en œuvre a déjà accompli des dégâts sociaux importants. Le libéralisme ravageur va continuer à se déployer dans un espace européen très hétérogène et, en particulier dans les pays de l'Est où la mémoire du stalinisme, du capitalisme bureaucratique d'État freine l'émergence de forces alternatives.

Il semble aléatoire de spéculer sur la possibilité d'une grève générale ou sur des mots d'ordre avant-gardistes

surestimant la prise de conscience réelle de rejet du système et de ses affidés (dissolution de l'Assemblée nationale, « qu'ils s'en aillent tous »). En tout état de cause, enfermer le mouvement dans un cul-de-sac électoral alors même qu'aucune perspective de modification du rapport de force n'émerge consisterait à faire l'impasse sur le mouvement de re-politisation à la base, qui doit se poursuivre en toute autonomie.

Le NON de Gauche provoque un séisme politique dans les Partis dominants qui entendent préserver le règne de l'oligarchie financière transnationale. La question demeure se savoir s'il s'agit d'une **petite victoire symbolique après une série de défaites, mais rien de plus**, ou au contraire, une grande victoire politique sur la question circonscrite du traité constitutionnel et le terrain particulier d'un vote voulu par les Partis dominants comme acquis d'avance, donc plébiscitaire. S'il ne s'accompagne pas de reconquêtes sociales significatives, s'il ne se construit pas en tant que mouvement autonome agglomérant d'autres forces, s'il ne parvient pas à se construire au niveau européen, le NON risque de n'être que feu de paille face au rouleau compresseur du libéralisme.

Ce qui est certain, c'est que la dégradation des services publics va se poursuivre. Le réseau de défense des Services publics, tout particulièrement les hôpitaux où la situation est très dégradée, où les conditions de travail deviennent insupportables, devra continuer à s'organiser de manière autonome, tout en cherchant à susciter parmi les usagers une solidarité plus active. Sa politisation dans le sens de la mise en cause des politiques dictées par l'OMC et la Commission de Bruxelles devra s'affirmer. **Les conditions de mobilisation so-**

cialie restent difficiles : non seulement, parce que le pouvoir en place va tenter de donner le change, bien que la classe dominante apparaisse de plus en plus sclérosée, enfermée dans ses dogmes, mais surtout, parce que le poids du chômage de masse, l'émiettement de la classe ouvrière paralysent les possibilités de mobilisation, tout comme la faible implantation syndicale ainsi que la volonté réelle des directions syndicales à entraîner les salariés.

En outre, il convient de ne pas sous-estimer le poids des relents nationalistes ou xénophobes provoqués, structurellement, par la concurrence effrénée qui s'instaure entre travailleurs. Le NON de Gauche ne doit pas nous rendre euphoriques. Pour formuler une réelle alternative anticapitaliste, le mouvement doit parvenir à combler un réel déficit d'interventions. Ce mouvement, s'il est positif dans le processus de repolitisation qui le traverse, reste marqué par des **illusions réformistes**. Il en est ainsi pour les 21 exigences d'ATTAC ou les velléités de renégociation du traité constitutionnel, qui non seulement restent incantatoires mais surtout révèlent l'absence de volonté de porter des coups décisifs à la politique libérale. Le réformisme reste inopérant.

Enrayer le système libéral en place implique de mettre en cause, par des revendications transitoires, la financiarisation de l'économie et de se situer dans un processus de reconquête sociale qui freine la concurrence entre travailleurs sur le plan européen et leur garantit l'accès aux services publics. **En ce sens, s'attaquer au cœur du système consisterait à mobiliser l'opinion contre la Banque Centrale Européenne, les critères de convergence libéraux et monétaristes. Favoriser la solidarité continentale impliquerait la mi-**

se en avant de mots d'ordre favorisant l'harmonisation de salaires et droits sociaux par le haut, tout en faisant prévaloir un modèle de service public qui garantisse à tous la possibilité d'y accéder.

La campagne pour le NON au projet constitutionnel a déclenché, approfondi la distance entre la base des appareils et leur direction, y compris à ATTAC. Les militants qui ne s'identifient plus à leurs directions ont pris des initiatives, se sont auto organisés. Ils ne sont pas dupes des manœuvres qui s'enclenchent en vue des élections de 2007. Il conviendrait par conséquent de renforcer cette volonté d'autonomie et de refus, de ne plus supporter les conséquences d'une politique libérale largement désavouée.

Consolider le processus de re-politisation et d'autonomie consiste par conséquent à promouvoir l'idée que « la solution dépend de nous », du « tous ensemble » qu'il faut construire, tout en dénonçant l'autisme et le mépris des Partis de Gouvernement enfermés dans leurs certitudes, « ceux d'en haut » qui ne veulent pas nous entendre. **En réunir les conditions** suppose un approfondissement politique en commençant à avancer des éléments de réponse sur l'organisation de la socialisation de l'économie, de la solidarité et par la critique des stratégies mises en œuvre par les entreprises « accumulantes » comme EDF-GDF, contraires à leur vocation de satisfaction des besoins sociaux.

Dans cette optique, la question de la démocratie et par conséquent la critique du fonctionnement des appareils, en particulier des syndicats, revêt une grande importance. C'est à cette condition qu'ils peuvent (re) devenir des instruments de lutte des salariés.

Reste, pour le mouvement, une carence théorique à combler si l'on veut

tracer des perspectives crédibles et les adapter au moment historique.

II. LE PROJET DE RELANCE DE LA RÉFLEXION THÉORIQUE COMMUNE

Dans une collaboration aussi étroite que possible avec *A Contre Courant* et les Amis de l'Émancipation Sociale, *Carré Rouge* souhaite favoriser, en ce sens, la relance de la réflexion théorique. Tous les collectifs ou courants, en France mais aussi à cette étape en Europe, qui partagent cette conviction vont également être sollicités.

Comme l'a écrit Jean-Marie Vincent il y a quelques années, dans un texte publié dans *Critique Communiste* que *Carré Rouge* a été autorisé à republier (Il le sera dans le numéro de rentrée, le 34. NDR) et qui a été diffusé sur notre réseau militant, penser la crise du capitalisme suppose que l'on n'en reste pas à une critique économiste du système. Des références à Marx, au *Programme de transition* de Trotski et aux schémas de luttes des classes ont vieilli. Une remise à plat est nécessaire. **L'élaboration théorique est incontournable, partie prenante de la recomposition politique à engager.** Ainsi, un certain type d'organisation, la référence à un Parti d'avant-garde porteur de vérité et guide des masses sont non seulement contre-productifs mais surtout contrecarrent les aspirations à l'autonomie, à l'auto-organisation.

Fournir des éléments d'analyse sur les enjeux immédiats ne contredit pas le travail nécessaire sur les questions centrales comme : de quelle appropriation sociale des moyens de production avons-nous besoin ? Quel rapport cette interrogation entretient-elle avec les services et entreprises pu-

bliques socialisées ? De même, les concepts de libéralisme, capitalisme, socialisme, communisme sont à repenser concrètement dans leurs différences et leur adaptation face au processus de mondialisation. Pour *Carré Rouge*, deux questions clés immédiates devraient faire l'objet d'un programme de travail comportant la confrontation de relectures à l'expérience historique des dernières décennies.

1- Quels sont les traits spécifiques du capitalisme auxquels nous sommes confrontés ? À quel type de classe dominante ? Comment le système de manière élargie se reproduit-il ?

Il semble que le capitalisme libéral, rentier et parasitaire ait un caractère prédateur prononcé. Par les rapports à la biosphère qu'il a instaurés, auxquels il refuse de renoncer, il met en cause les conditions de vie sur la planète. Il pompe les ressources et matières premières dans les pays du Sud, tout en leur refusant les retombées économiques minimales. Sa marche en avant actuelle est largement conditionnée par la nouvelle Sainte Alliance qu'il tente de construire avec l'oligarchie bureaucratique chinoise ; il trouve en Chine, et dans une moindre mesure dans les pays de l'Est, une main-d'œuvre disciplinée, formée qu'il surexploite, ces pays fournissant le surtravail nécessaire au fonctionnement des marchés financiers de la Triade.

Dans le même esprit, il conviendrait d'approfondir la réflexion sur la dimension symbolique de la crise : les élites semblent tournées essentiellement vers leur propre reproduction, elles n'ont plus aucun projet de contrôle sur le devenir de la planète, elles font preuve à cet égard d'un cynisme ahurissant : « Après moi, le déluge ».

2 - La question de l'émancipation

des travailleurs est étroitement liée à celle de l'autonomie individuelle et collective, à la reprise des problématiques de l'auto-organisation, de l'auto-émancipation et de la démocratie, des problématiques que certains d'entre nous ont connues sous le nom de l'autogestion. Dans des situations de très grande crise économique et sociale, la résurgence de formes d'auto-organisation peut résulter de batailles élémentaires pour la survie et ensuite prendre ou non un contenu politique plus affirmé. Elle ne saurait pour autant éluder la difficulté de penser l'organisation du mode de production et les rapports sociaux de production et de reproduction dans un système mondialisé ou, du moins, à une échelle continentale.

En tout état de cause, par rapport aux aspirations des salariés et au dilemme posé par la transformation sociale, la théorie classique de l'**avant-garde** semble inadaptée. Elle n'est d'ailleurs

que la forme achevée d'une conception délégataire de l'organisation. Conçue comme un **état-major** se substituant à l'initiative des salariés, elle sort du champ du débat démocratique qui doit irriguer le mouvement de lutte et de politisation. Ces questionnements sont consubstantiels au processus de recomposition politique nécessaire, prélude à l'élaboration d'un réel programme de transition à laquelle des centaines de militants participeraient sur la base de leur expérience propre. Cette vision n'exclut en rien les apports intellectuels nécessaires à l'élaboration d'une véritable alternative. En ce sens, la critique d'une vision économiste du marxisme réduisant les conditions d'émergence du socialisme au développement des forces productives et à la primauté du développement des sciences et des techniques, tout en occultant les dégâts sur l'environnement, reste à approfondir.

Cet échange s'est conclu sur la décision de commencer le travail collectif par le second groupe de questions, l'une des raisons étant qu'il peut être tout de suite nourri par l'expérience latino-américaine actuelle (Argentine, Bolivie, Venezuela). Des participants ont pris l'engagement d'envoyer des textes, même anciens, que *Carré Rouge* fera circuler comme supports à cet approfondissement théorique à mettre en œuvre. Le premier numéro de la revue réalisé selon cette méthode serait donc consacré aux questions de l'auto émancipation et à la démocratie. Il pourrait paraître en décembre et être préparé par une nouvelle réunion et la publication dans le numéro de septembre (le n° 34) de textes de référence. Enfin nous avons évoqué, sans prendre position, la question de marquer ou non le lancement de ce travail par une nouvelle présentation et une nouvelle numérotation de *Carré Rouge*.

□